

La CGT, opposée aux méthodes d'application de la RGPP, reçue en préfecture
Une délégation de l'union départementale CGT, parmi laquelle figuraient des représentants des hospitaliers, du personnel du conseil général, d'EDF, de la DDEA et de la direction générale des finances publiques, a été reçue ce mardi matin en préfecture pour exprimer son mécontentement face au passage en force de la Révision Générale des Politiques Publiques. Les syndicalistes appellent par ailleurs à une mobilisation en masse pour manifester le 29 janvier.

Georges Trescarte, au nom de l'union départementale CGT, détaille les motifs de mécontentement : *"Normalement, depuis le mois de septembre, il devait y avoir des réunions de concertation pour mettre en place la RGPP. Il n'y a eu que quelques réunions d'informations où tous les éléments n'étaient pas en notre possession. Et à l'arrivée, on a fait une dernière réunion où nous devions rendre le rapport pour le préfet de région. Nous avons été convoqués le matin pour rendre le rapport l'après-midi. Bien sûr nous avons boycotté*



immédiatement ce genre de comédie parce que c'est une véritable imposture par rapport aux agents et au personnel que nous représentons. Néanmoins, nous avons sollicité cette audience pour mettre les choses au point et dénoncer cette comédie qui est présentée comme de la concertation. Et cela c'est à tous les niveaux. Par exemple, au 1er janvier 2009, la DDA (Direction Départementale de l'Agriculture) et la DDE (Direction Départementale de l'Équipement) qui ont été fusionnées. Normalement, on doit tenir des comités techniques paritaires (CTP) pour acter ce genre de choses. Le premier a été boycotté par les représentants des personnels, le second a été envahi par les personnels... A l'issue de cela, les responsables de ces deux administrations ont donné un avis favorable et le décret vient de sortir pour être appliqué au 1er janvier. Il sont passés outre toute concertation. Voilà une illustration claire de ce que nous vivons partout dans la fonction publique. On appelle à ce que le 29 janvier, toutes les personnes mécontentes descendent dans la rue : privé, public, retraités, chômeurs, lycéens..."

Propos recueillis par Rémi Barbe

FONCTION PUBLIQUE

La CGT contre le passage en force de la RGPP

Une délégation de l'Union départementale CGT (*) a été reçue, hier matin, en préfecture, pour faire part de son mécontentement face au « passage en force de la Révision générale des politiques publiques ».

Les responsables de la CGT attirent l'attention de tous les Altiligériens sur « le mensonge perpétuel utilisé par trop de responsables politiques nationaux, régionaux et locaux pour faire passer cette réforme importante dans la Fonction publique ». Ils s'appuient sur des exemples précis : « Le 21 novembre dernier, nous avons été convoqués, le matin, pour apprendre

que le projet de mise en place de la RGPP en Haute-Loire devait être remis, en soirée, au Préfet de Région. Nous avons immédiatement boycotté la réunion ».

La CGT a demandé cette audience pour mettre les choses au point et dénoncer que la concertation prévue dans le cadre de l'application de la RGPP, ne soit finalement qu'une simple information.

Elle appelle, par ailleurs, à une participation massive à la grève du 29 janvier. ■

(*) Des représentants des hospitaliers, du personnel du Conseil général, d'EDF, de la DDEA et de la Direction générale des finances publiques.



COLÈRE. La CGT déplore que la concertation autour de la mise en place de la RGPP ne soit finalement qu'une information.

Révision générale des politiques publiques : la CGT en préfecture



Des représentants du syndicat CGT étaient reçus, à leur demande, à la préfecture, ce mardi matin, pour évoquer la mise en place dans le département de la RGPP (Révision générale des politiques publiques). Cette RGPP et le projet de loi sur la mobilité dans la fonction publique donnent selon la CGT «un coup fatal à la qualité du service public». Les responsables présents représentaient divers secteurs, de la santé à la DDE/DDAF, en passant par le Conseil général, ERDF ou encore la Direction générale des finances publiques. Ils entendaient dénoncer ce qu'ils appellent «le passage en force» d'une réforme visant à regrouper un maximum de services de l'Etat. Ils en appellent à une mobilisation pour empêcher par exemple la fermeture de plusieurs trésoreries locales, des sous-préfectures ou de lits hospitaliers. Ils appellent le plus grand nombre de personnes à participer à la manifestation du 29 janvier.

Dans un communiqué, la CGT affirme : «Même les élus s'aperçoivent qu'on leur ment. Le Conseil général n'a pas hésité le 17 octobre à produire deux motions revendiquant le maintien intégral des services postaux partout en Haute-Loire et exigeant la rénovation et le maintien de la ligne SNCF Clermont/Nîmes».